



A Paris le lundi 23 Janvier 2023

Fédérations UNSA Finances et CGC Finances

A Monsieur Gabriel ATTAL, ministre délégué aux comptes publics

Nos fédérations souhaitent vous transmettre ce courrier qui vous présentent deux revendications importantes que nos fédérations ont porté durant la campagne des élections professionnelles et qui sont emblématiques des besoins des agents dans la période actuelle.

L'impérieuse nécessité d'améliorer le CET

La première revendication est la nécessité de revoir et d'améliorer le Compte Epargne Temps dans nos ministères :

Au moment où la campagne du CET est en cours, aucune des demandes des agents et des syndicats n'a été prises en compte pour améliorer le dispositif du CET, alors qu'en 2022, le dispositif de paiement des jours CET des salariés du privé a été mis en place avec une défiscalisation des sommes versées et un plafond pouvant aller jusqu'à 7500 euros.

Nous en sommes très loin dans la fonction publique.

Actuellement, pour la Fonction Publique, les agents dispose d'un Compte Épargne Temps qui permet lorsque celui-ci dépasse 15 jours de monétiser des jours. Ces jours rachetés sont imposables avec un montant qui diffère selon le grade.

– 75€ brut par jour pour les agents de catégorie C

– 90€ brut par jour pour les agents de catégorie B

– 135€ brut par jour pour les agents de catégorie A

Ces montants sont manifestement insuffisants ! Il faut une revalorisation de ces montants !

Nos fédérations pensent que le sujet de la défiscalisation et de la revalorisation des heures du CET des fonctionnaires est important dans la période actuelle et doit faire l'objet d'une négociation et d'avancées.

Par la même occasion, il est indispensable d'augmenter le nombre de jours que chaque agent peut mettre sur son CET. La limite de 60 jours n'est plus tenable et nos fédérations demandent que cette limite soit portée à 90 jours.

Une semaine de 4 jours à expérimenter

La deuxième revendication est relative à l'organisation du temps de travail, et à son évolution dans le cadre des réorganisations qui touchent le réseau de nos directions et notamment celui de la DGFIP avec de nombreuses fermetures de sites.

Nos fédérations demandent que la semaine de 4 jours, c'est-à-dire une organisation du travail hebdomadaire de 35 heures sur 4 jours, soit discutée dans le cadre du dialogue social de nos ministères et qu'une expérimentation soit mise en œuvre afin de tester cette organisation du temps de travail que demandent de nombreux agents et cadres.

Cette semaine sur 4 jours permettrait de répondre à différentes préoccupations tant des agents que de la collectivité de notre ministère concernant l'amélioration de la qualité de vie au travail et à l'éco-responsabilité climatique et énergétique.

Cette semaine de 4 jours n'est pas hors de portée de notre ministère.

La fonction publique lance un projet de concertation sur la QVCT avec les fédérations de fonctionnaires. Et dans ce cadre nos fédérations porteront un ensemble de mesures concernant l'organisation du travail.

Des entreprises et des établissements publics l'ont déjà expérimentée et pérennisée comme par exemple la Caisse des Dépôts dont le DRH qui avait signé cet accord a rejoint l'équipe de la DGAFP.

Plusieurs études révèlent que les salariés qui font la semaine de 4 jours sont davantage motivés et s'impliquent plus dans leur travail. Avec la semaine de 4 jours, il ne s'agit pas de travailler moins mais de travailler mieux, en diminuant les impacts de nos transports domicile travail et en améliorant significativement l'articulation vie professionnelle et vie personnelle.

Monsieur le Ministre,

Recevez, Monsieur le Ministre, nos sincères salutations.

Pour nos fédérations UNSA et CGC,



Hervé PAPIN

Fait à Paris, le lundi 23 janvier 2023

Hervé PAPIN